

Le Mexique des prisonniers politiques

Cet article complète le reportage de Bernard Duterme, « Passés de mode, les zapatistes... », paru dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 2009.

Par FRANÇOISE ESCARPIT

Journaliste, Mexico.

M. Jacobo Silva Nogales a été transféré, le 24 mai dernier, de la prison de haute sécurité de l'Altiplano, à Almoloya de Juarez (Etat de Mexico), où il était détenu depuis 1999 au Centre fédéral de réadaptation sociale n° 4 de Tépïc (Etat de Nayarit).

M. Silva, alias « comandante Antonio », avait été arrêté à Mexico, le 19 octobre 1999. Le 22 du même mois, Mme Gloria Arenas Agis, la « coronela Aurora », était interpellée chez elle à San Luis Potosí. Accusés d'être membres de l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI), un groupe guérillero apparu en 1998 dans l'Etat de Guerrero, et d'avoir participé à un affrontement contre l'armée mexicaine, en juillet 1996, sur la route de Tixtla à Chilapa.

Cinq jours de « disparition » pour M. Silva, deux pour Mme Arenas, le temps d'interrogatoires, de tortures et de signature d'aveux. Puis une arrestation mise en scène par le ministère de la justice, la police fédérale préventive (PFP), l'armée mexicaine et les services de renseignements (Centre d'enquête et de sécurité nationale, Cisen), dans une maison de Chilpancingo, capitale de l'Etat de Guerrero.

Le 12 novembre 2002, un tribunal les condamne à quarante-neuf ans, onze mois et vingt-neuf jours de prison. Quatre mois plus tard, la sentence est légèrement réduite. M. Silva reste à la prison de l'Altiplano. Dans les prisons de haute sécurité sont détenues plus de sept cents personnes parmi lesquelles d'importants *capos* du narcotraffic. Censées être des lieux de « réadaptation sociale », elles sont en réalité des lieux de grande violence. M. Silva y demeure isolé, privé de ses livres, de ses pinceaux et de ses toiles. Mme Arenas est transférée à la prison pour femmes de Santa María Chiconautla, à Ecatepec, dans la très grande banlieue de Mexico.

En septembre 2007, d'appel en appel, et grâce à un article du code pénal fédéral affirmant que « *les rebelles ne peuvent être tenus pour responsables des morts et des blessures infligées au combat* », ils obtiennent l'abandon de deux chefs d'accusation. Ils auraient dû être libérés immédiatement mais, en 2008, un tribunal leur impose une sentence de quatorze ans et deux mois. Les juges ne pouvant aggraver une peine, un nouveau recours était en cours lorsque M. Silva a été transféré en secret à Tépïc. Ses conditions de détention rendent plus difficile le travail de ses avocats qui demandent son déplacement vers la prison où se trouve sa compagne Gloria Arenas.

Dans la prison de l'Altiplano sont toujours détenus M. Ignacio « Nacho » Del Valle, Felipe Alvarez et Héctor Galindo, dirigeants du Front des peuples pour la défense de la terre (FPDT), tous trois membres (comme M. Silva et Mme Arenas) de l'Autre campagne (1). Avec plus de deux cents manifestants, ils ont été arrêtés, à San Salvador Atenco (Etat de Mexico), lors des émeutes des 3 et 4 mai 2006. En 2001, le gouvernement fédéral avait tenté d'y exproprier des paysans et des horticulteurs de San Salvador Atenco. Machette en main, la population parvint à faire reculer l'Etat sur son projet d'aéroport international. Le 3 mai 2006, en pleine campagne électorale présidentielle, un incident entre police locale et horticulteurs déclencha une répression inouïe à laquelle participèrent tous les corps des polices locale et fédérale et l'armée. Deux jeunes gens furent tués par la police ; lors des transferts vers les prisons, les policiers violèrent vingt-sept femmes.

Certaines des personnes détenues à cette occasion ont fait plus de deux années de prison avant d'être libérées en 2008. Mais, dans la prison Molino de Flores de Texcoco, il reste encore dix personnes condamnées à des peines de plus de 30 ans (2). Dans celle de l'Altiplano, MM. del Valle, Alvarez et Galindo, l'ont été à soixante-sept ans et demi, aggravés de quarante-cinq ans pour M. del Valle. Une peine jamais infligée au Mexique, une véritable vengeance d'Etat.

Si la violence et les humiliations sont monnaie courante à l'intérieur des établissements pénitentiaires, les familles des détenus dénoncent aussi les traitements dégradants dont elles sont victimes. Mme Nelly Urrutia, mère de M. Galindo, s'est vu refuser l'accès à la visite hebdomadaire de la prison de l'Altiplano pour n'être pas sa mère biologique. Mme Trinidad Ramirez, femme de M. Del Valle, raconte : « *Nous devons nous déshabiller en entrant et en sortant. On nous passe un liquide pour voir si nous avons de la drogue, puis aux rayons X. On vérifie tes cheveux, le derrière de tes oreilles, les seins...* » Quant aux prisonniers, ils supportent, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, des contrôles arbitraires « *où on les oblige à se déshabiller complètement, malgré le froid* ». Outre l'interdiction de contact physique avec leur famille sous peine de punition sévère, ils doivent, face aux gardiens, « *avoir toujours les mains derrière le dos et la tête baissée* ».

Des Indiens dans la moitié des cas

Pour l'Etat mexicain, le prisonnier politique ou de conscience n'existe pas. Il n'y a que des terroristes, des délinquants, des hors-la-loi. Ils sont pourtant au moins une centaine (3), condamnés et détenus dans diverses prisons du pays. Un chiffre largement plus élevé si l'on considère les personnes arrêtées, souvent sans mandat, puis libérées après un temps de détention plus ou moins long.

Dans la moitié des cas, il s'agit d'Indiens qui défendent leur terre, leur territoire, leur environnement, leurs ressources naturelles, leur langue. C'est le cas, depuis 1996, de huit indiens (4) zapotèques de la région des Loxica (Oaxaca) qui n'en finissent pas de payer leurs luttes contre le pouvoir des caciques locaux et que l'on accuse d'appartenir à l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), surgie en 1996 dans l'Etat de Guerrero. Il s'agit aussi de syndicalistes, d'enseignants, d'étudiants, de gays ou de lesbiennes, d'Indiens réclamant le droit à l'autonomie et à l'expression, de défenseurs des services publics ou des droits humains, de résistants aux destructions de forêt, aux mégaprojets touristiques, aux appétits des transnationales...

En 2006, M. Martín Barrios est arrêté sur accusation d'une *maquiladora* (usine d'assemblage) textile de la vallée de Tehuacán (Puebla) pour avoir aidé les travailleurs à s'organiser. Au Yucatán, c'est un avocat et dirigeant syndical, défendant des terres communautaires que le gouvernement de l'Etat voulait s'approprier, qui est détenu.

En 2001, les trois frères Cerezo sont accusés d'avoir posé des bombes artisanales devant des succursales de la banque Banamex à Mexico. Avant d'être conduits dans les locaux de la police, ils sont enfermés et torturés dans une maison, sommés d'avouer qu'ils sont membres des Forces armées révolutionnaires du peuple (FARP) (5), ce qu'ils ont toujours nié. Hector et Antonio ont été libérés au terme de leur peine, en février dernier. Alejandro l'avait été, absous de toute charge, en 2005. Pendant ce procès, Me Digna Ochoa, leur avocate, engagée dans la défense des droits sociaux et humains, fut assassinée. Un crime, comme trop d'autres, toujours impuni.

Le 28 mai 2004, à Guadalajara, lors du troisième sommet Amérique latine – Caraïbes - Union européenne, une manifestation pacifique est violemment réprimée et une cinquantaine de personnes arrêtées. Beaucoup seront rapidement libérées ou expulsées, mais d'autres ont été incarcérées plus de deux ans en prison et furent l'objet de mauvais traitements et de tortures.

En 2006, les frères Gerardo et Jorge Marcial Tzompaxtle Tecpile, Indiens nahuas d'Astacinga (Veracruz), et Gustavo Robles López sont victimes d'une arrestation arbitraire. Soupçonnés d'être liés à l'EPR, ils passeront près de trois ans dans la prison de La Toma avant d'être libérés, faute de preuves.

Les cinq mois d'insurrection dans la ville et l'Etat de Oaxaca, en 2006, ont causé vingt-trois morts et de nombreux blessés. Près de cinq cents femmes et hommes ont été arrêtés. Malgré la libération, en 2008, de dirigeants et de sympathisants du mouvement, « *libres de toute charge* », comme MM. David Venegas et Flavio Sosa, le mouvement social continue d'être harcelé.

Tiripetio, San Miguel Aloapam, Valle de Ocotlan, Xochistlahuaca, San José del Progreso, Atoyac,

Iricuaro... La liste est longue, sans fin, des arrestations. Notamment, dans les Etats de Guerrero, du Michoacan, du Chiapas et d'Oaxaca où toute lutte, qu'elle soit pour la dignité, pour l'éducation ou la terre, pour la défense de l'environnement ou des ressources naturelles (contre le barrage de la Parota, contre le tourisme sans limite, contre un gigantesque parc éolien, contre le béton de la côte Pacifique, contre l'exploitation de mines et le trafic du bois...), est désormais criminalisée.

M. Raúl Hernandez, de l'Organisation du peuple indien me'phaa (OPIM), est toujours détenu à la prison d'Ayutla (Guerrero). Ses compagnons, Manuel Cruz, Orlando Manzanarez, Natalio Ortega et Romualdo Santiago, ont été libérés le 19 mars. Dans la même région, Raúl Lucas et Manuel Ponce, responsables de l'Organisation pour l'avenir du peuple mixtèque (OFPM), qui avaient dénoncé les abus et agressions de l'armée et de la police dans la zone dite de « la montagne » et la région de la Costa Chica, au sud d'Acapulco (Guerrero), ont été assassinés en février dernier, après avoir été arrêtés, quelques jours plus tôt, par de prétendus policiers. Les dirigeants amuzgos de la commune autonome de Suljaa' (Guerrero) sont l'objet de continuelles interrogatoires, détentions et menaces de la police locale ; leur radio Ñomndaa est harcelée par l'Agence fédérale d'investigation (AFI). MM. Rodolfo Montiel et Teodoro Cabrera, il y a quelques années, et, plus récemment, M. Felipe Arreaga, ont été incarcérés de longs mois pour leur combat contre les trafiquants de bois des forêts de la Costa Grande, au nord d'Acapulco.

Au Chiapas, on peut être jeté en prison lorsqu'on est suspecté d'être une « base d'appui zapatiste » et qu'on défend ses droits contre les intérêts des propriétaires terriens. Comme M. Eliseo Silvano Giménez et son fils, littéralement assiégés avec cinq autres familles, à Betel Yochip, par les membres de l'Organisation pour la défense des droits indiens et paysans (OPDDIC), façade légale que se sont donnés les groupes paramilitaires pour leur faire abandonner leurs terres, convoitées pour des projets touristiques. Intercepté sur la route, en février 2008, tabassé, torturé, M. Giménez a ensuite été jeté, laissé pour mort, dans une cellule de la prison de Palenque (6).

Ces hommes et ces femmes sont la partie visible de la répression permanente contre le mouvement social et civique. La question des prisonniers politiques n'est pas nouvelle au Mexique. En témoigne la lutte de la sénatrice Rosario Ibarra pour les « *presos desaparecidos* », « prisonniers-disparus » de la « guerre sale » des années 1970. Mais, aujourd'hui, la violence est devenue le seul mécanisme de règlement des conflits politiques et sociaux. Des centaines de personnes sont arrêtées et emprisonnées. Elles finissent par être libérées pour céder la place à d'autres « délinquants ». La fabrication de preuves est devenu une stratégie nationale à laquelle s'ajoute l'épée de Damoclès du mandat d'arrêt non exécuté, le contrôle judiciaire imposé à beaucoup, astreignant, parfois des années durant, à un contrôle hebdomadaire.

Le Mexique, « allié et ami de l'Europe », « puissance émergente, pont entre deux mondes, pays capable de jouer un rôle de premier plan dans le cadre multilatéral (7) » est, après le Brésil, la seconde économie de l'Amérique latine. Une enveloppe de 55 millions d'euros lui a été attribuée par l'Union européenne (UE) pour la coopération au développement (cohésion sociale, économie durable, éducation et culture, droits humains, égalité de genre et environnement).

En mars 2009, dans la recommandation au Parlement européen sur le partenariat stratégique UE-Mexique (8), on pouvait lire : « *Considérant que le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme constitue un élément essentiel du partenariat stratégique (...), le partenariat renforcé offre la possibilité de discuter de la manière de rendre la clause relative aux droits de l'homme et à la démocratie plus opérationnelle et d'évaluer son application, étant donné que les droits de l'homme et la démocratie représentent des valeurs essentielles dans tous les accords.* »

Pourtant, quinze ans après l'insurrection zapatiste et trois ans après les événements de San Salvador Atenco et d'Oaxaca, le bilan des droits humains au Mexique est atterrant. Ainsi, Amnesty international dénonce-t-elle la pratique de la torture, les difficultés d'accès à la justice, le non-respect des traités internationaux, alertant sur l'impunité quotidienne ainsi que sur le traitement honteux fait aux femmes victimes de violences. Amnesty vient également d'émettre des réserves sur le programme de coopération et d'assistance en matière de sécurité, connu sous le nom de l'« Initiative Merida », voté par le Congrès américain.

Au moment où le Mexique est plongé dans un climat de violence (9) (enlèvements, assassinats de journalistes, d'opposants et de militants, enquêtes paralysées...), de corruption et d'impunité généralisé, ce plan, petit frère du plan Colombie, destiné à combattre le narcotrafic et la

délinquance organisée, inquiète. Le Mexique est certes le principal lieu de passage de la cocaïne colombienne vers les Etats-Unis, mais les Mexicains craignent de le voir davantage utiliser contre le mouvement social que pour éradiquer les trafics en tout genre qui rapportent des sommes colossales. Il aggraverait la militarisation du pays et sa subordination aux Etats-Unis, même si le Congrès américain a émis une réserve sur 15 % des fonds qui seraient « *tributaires du respect de certaines conditions* » en matière de droits humains.

Que dire enfin des récentes résolutions de la Cours suprême de justice de la nation (SCJN) sur les cas Atenco et Actéal, qui ont entériné le droit de tuer et de violer. Elles accordent l'impunité aux paramilitaires, à l'armée, à la police, à tous ceux qui sont censé avoir pour mission de protéger la population. Les assassins d'Actéal (10) et les violeurs d'Atenco sont libres.

La SCJN a reconnu que la police a gravement violé les droits humains à Atenco mais n'a pas jugé utile de réclamer une nouvelle enquête. L'ancien chef de la police fédérale, M. Eduardo Medina Mora, directement impliqué dans la répression de mai 2006, est l'actuel ministre de la justice du gouvernement de M. Calderón. Enrique Peña Nieto, toujours gouverneur de l'Etat de Mexico, se profile comme candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) pour l'élection présidentielle de 2012.

(1) L'Autre Campagne, initiative de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) en 2005 pour impulser, « depuis en bas et à gauche », un mouvement populaire indépendant et anticapitaliste.

(2) Juan Carlos Estrada Romero, Óscar Hernández Pacheco, Narciso Arellano Hernández, Alejandro Pílon Zacate, Jorge Alberto y Román Adán Ordóñez Romero, Pedro Reyes Flores, Inés Rodolfo Cuéllar Rivera, Édgar Eduardo Morales Reyes y Julio César Espinoza Ramos.

(3) Rapport 2008 de la Commission civile internationale pour l'observation des droits humains (document PDF, en espagnol). Voir le site de la CCCIODH.

(4) Quatre ont été libérés en juillet.

(5) Le 8 avril 2000, un groupe armé fait irruption à San Francisco Tlalnepantla (Mexico, DF), affirmant être membres des FARP. Ils sont une scission de l'EPR.

(6) L'intervention de la CCCIODH, présente sur place, a finalement permis sa libération.

(7) M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, lors de la visite en Europe, en juin 2007, de M. Felipe Calderón.

(8) L'accord d'association économique, de concertation politique et de coopération entre le Mexique et l'UE – accord global signé en 1997 –, est en vigueur depuis 2000.

(9) On parle de cinq mille morts en un an.

(10) A Actéal, au Chiapas, le 22 décembre 1997, quarante-cinq hommes, femmes et enfants ont été tués par des paramilitaires qui viennent d'être libérés.